

JOURNAL OFFICIEL

FRANÇAIS DE LA LIBERTÉ

Jusqu'à nouvel avis le Journal Officiel Français de la Liberté se vend exclusivement au numéro

"L'éternelle vigilance est le prix de la Liberté"

Le Journal Officiel Français de la Liberté comprend: les textes Organiques, les Décisions, les Lois, les Décrets, les Arrêtés, les Circulaires et Règlements, divers documents.

sommaire:

Déclaration du Comité National de la Liberté aux Peuples du Monde
en date du 4 juillet 2007

p 1 à 7

Rectificatif

p 7

Nouvelles de Marie

p 7

Déclaration du Comité National de la Liberté aux Peuples du Monde en date du 4 juillet 2007

En mémoire de Sophie & Hans Scholl et Christoph Probst dirigeants de la Rose Blanche

En ce jour Symbolisant l'Indépendance des Etats Unis d'Amérique, nous rappelons que l'Avancée de l'Idéal de Liberté se définit par une scission claire dans le corps social entre ceux qui obtiennent une Richesse légitime par le service rendu à l'Autre dans une quantification définit par l'offre et la demande et ceux qui vivent d'argent confisqué en "état de droit" dont la transparence des actes doit être totale.

Nous saluons tous les Boys' autour de la planète pour leur dévouement et le travail immense engagé. Nous appelons à la plus grande vigilance vis-à-vis de la communauté israélite. Il est manifeste que l'Avancée de l'Idéal de Liberté est dorénavant en opposition avec la prétention du "peuple élu". Loin de nous de faire le jeu de son reflet : l'islamisme, qui considère la moitié de l'Humanité inférieure à l'Autre.

Le président de l'état intitulé : " république française" après avoir sacrifié l'évolution de notre Pays sur le trône de son ambition n'a plus comme solution que de tenter de faire porter la faillite dont il est le responsable sur nos Partenaires Européens.

Il y a plus de quinze ans désormais, se portant au secours des corps constitués de l'étatisme et particulièrement son appareil judiciaire fonctionnaire, il a interdit évolution majeure à notre système politique. L'avènement d'une Justice Elue et Légitime aurait permis de régler les problèmes au quotidien où le bon sens et les usages auraient prédominances et non, le règlement des difficultés par voies administratives, générant toutes les combines et perversions imaginables.

Nous devons accepter que la Démocratie n'a plus place en France et que les électeurs en sont réduits à cautionner les choix des corps constitués. Pire, le président de l'état intitulé : " république française" est signifiant de l'assemblage d'affairistes véreux et des membres de corps constitués vivant d'impunités et de privilèges.

Jamais un Pays n'est tombé aussi bas en aussi peu de temps.

Après l'accord donné à une relance de l'Europe nous sommes confrontés à des manipulations dans la seule volonté de faire croire en une nouvelle dynamique qui n'est le masque qu'à l'immobilisme.

La Présidente de l'Europe se refusait en un mini-traité et nous n'avons pas eu un mini-traité, mais un simple accord à finaliser. Et comme l'affirmait un conseiller du président de l'état intitulé : " république française" nous leur faisons prendre : "des vessies pour des lanternes jusqu'à la prochaine réunion sur la monnaie, après, que dieu veuille..."

Il est vrai, cet accord ne prendra effet qu'en 2014 et pleinement en 2017 si rien ne s'y oppose....!

Mais l'enjeu visé par l'étatisme français est bien la prochaine réunion sur la monnaie européenne car l'étatisme français a besoin de la dévaluation ou d'une "large compréhension" pour essayer de se soustraire encore aux modifications structurelles.

Vingt-cinq ans pour les nitrates, vingt ans pour certaines pêches, etc.

Vingt cinq ans pour les nitrates, vingt ans pour certaines pêches, mais pas pour appliquer les directives, simplement pour que l'Europe lui impose sanctions! Sanctions qui seront bien sur à charge du contribuable!

Car chacun doit comprendre que l'état est neutralisé dans son autorité par sa corruption générale légale ou illégale et tous ont peur que n'éclate la Réalité française, un pays de combines et du mensonge institutionnalisé.

Il est amusant de voir la technique du manipulateur pervers vis-à-vis de ses collègues européens. Il se frotte physiquement pour donner une dimension affective quand il est totalement intrumentalisé. C'est à dire que la dimension affective d'apparence n'est qu'un outil pour arriver à ses fins.

Mais cette volonté de dévaluation ou d'une "large" compréhension est la marque désormais de l'affrontement en Europe de deux conceptions de l'économie.

L'Economie Nordique à l'image de celle Allemande où l'Entrepreneur s'inscrit avec des obligations vis-à-vis de ses Salariés et où l'Entreprise est un univers social global. L'économie de l'étatisme français qui veut faire croire en un management à l'"américaine" mais qui se caractérise par des mandants interchangeable, tous issus de l'école nationale d'administration, qui n'ont qu'une fin, prendre le plus possible tant qu'ils peuvent, se distribuant gras salaires et stocks options même quand ils font pertes.

Les résultats mêmes bénéficiaires affichés pourraient être sujets à controverses car souvent ils sont issus de valorisation d'actifs par des cessions croisées entre acquéreurs généreux au même titre que la distribution de jetons de présence au sein des conseils d'administrations.

Vieille technique de boutiquiers qui permet de se refinancer mais génère un poids de plus en plus lourd sur la production se finissant par des cessions extérieures et une production au moindre coût, bien sur délocalisée!

L'aéronautique française et l'affaire airbus en sont caractéristiques. Aujourd'hui le plan de restructuration prévoit la phase de type "alcatel"; on vend aux sous traitants des sites de production avec des contrats générant un plan de charge de quelques années, et la suite déjà dans les cartons est la mise en place de fabrication délocalisée. La fermeture des sites n'entachera pas la marque airbus!

La stratégie prévue est claire, faire des sociétés françaises des donneurs d'ordre au même titre que des promoteurs immobiliers sous traitants la totalité des travaux et même la conception et les plans.

Cette perspective permet aux membres de l'étatisme de maintenir leurs privilèges même si elle revient à paupériser la totalité du Pays qui est aggravé de plus par une spéculation encouragée pour faire palliatif face à l'incapacité des dirigeants de minorer les prélèvements obligatoires garants du maintien de l'ordre dans toutes les périphéries des villes françaises.

Pire, la confrontation latente ethno-religieuse organisée au plus haut niveau de l'état permettra de brouiller les oppositions en cas de nécessités.

Et quand le président actuel de l'état intitulé : " républiques française" a brisé volontairement les chaînes de commandement des forces de l'ordre à la veille de la fin du ramadan, il y a plus de deux ans, simplement pour s'assurer l'accession à la plus haute fonction de cet état, il a choisi délibérément la mise en place de l'engrenage de la régression la plus violente.

Bien sur, lui et les corps constitués, espèrent par cet état de fait prendre en otage l'inconscient collectif français pour interdire l'avènement d'une Justice Elue, et ce, au profit des intérêts de l'étatisme. Mais la difficulté fondamentale est que son raisonnement était gérable uniquement dans le cadre d'une économie mentale basée sur des référents identiques, ce qui n'est pas du tout le cas présentement.

L'Idéal de Liberté est supérieur au communautarisme, et dans les faits, le communautarisme réveillé et entretenu de l'ex ministre de l'intérieur devenu président, est supérieur aux principes de base d'un état laïque! C'est lui-même qui l'a affirmé, c'est la régression totale!

Il faut que chacun en Europe comprenne que la situation française est intenable à court terme et risque de générer des difficultés dans toute l'Europe car la libanisation de la France est en marche.

Bien sur la propagande occulte la Réalité. Et il y a quelques années on parlait d'une voiture brûlée, après ce fut seulement à dix, après à cent, et maintenant même quand un centre ville est pillé, silence!

Il faut que l'Europe s'apprête à mettre de côté l'étatisme français car si certains croient le monstre assoupi, un autre se profile déjà, son reflet! Mais un reflet ingérable car contenant une mécanique des inconscients renvoyant à la régression sous la prétention de dieu. Nous ne serons plus dans le temporel mais dans le délire de l'hypertrophie du moi d'individus ayant "ligne directe" avec dieu. Et celui qui a légitimé ce délire est le président actuel de cet état, prenant en otages nos Partenaires Européens de ses propres méfaits !

La grande difficulté de l'évolution de nos sociétés vient que l'individu porteur d'une structure psychique perverse se glissera là où il pourra assouvir ces pulsions dans le moindre risque et très souvent dans une recherche de valorisation narcissique.

La perversion est quelque chose qui ne se soigne pas, la perversion se déplace, par la même elle est polymorphe et évolutive en fonction de l'évolution de la société.

C'est pourquoi le combat de ce 21e siècle doit être caractérisé par la lutte contre la perversion, non fondée sur les bonnes intentions que tous affichent, mais sur des moyens mécaniques mentaux permettant de l'identifier, l'endiguer et la neutraliser en lui imposant un déplacement vers une minoration du risque.

Avec la chute du mur de Berlin une modification profonde est en train de s'opérer mondialement que l'étatisme français tente par tous les moyens de retenir, l'Avancée Démocratique, et tente d'imposer un système à l'Europe entière basée sur la connivence et la complicité.

Le président de l'état intitulé "république française" a détruit toute la dynamique de progression de la société française en s'appuyant sur les détenteurs de pouvoir, comme il l'a fait avec l'appareil judiciaire.

Au même titre qu'un psychopathe, son scénario à répétition est simple, renforcer les détenteurs de pouvoir contestés, principalement ceux qui s'appuient sur un particularisme des individus non choisis, leur apporter son soutien, et après négocier quelques concessions en se positionnant comme celui qui a permis de trouver issue.

En réalité il a seulement brisé la dynamique d'évolution au profit de sa seule ambition.

Et comme disait l'ex président d'axa parlant de ce président désigné : "ce n'est pas un homme d'état, mais seulement un manoeuvrier et ça suffira pour nous,"

Alors, ce "manoeuvrier" tente d'entraîner l'Europe dans le schéma de la dévaluation en utilisant le vieux concept du preneur d'otage sur sa propre carence.

Et oui, car n'oublions pas que c'est l'étatisme français rédacteur d'un texte au nom de la Communauté, incapable de le faire adopter dans son propre pays, qui voudrait imposer ses volontés aux Autres Pays! Ne rions pas!

Dans le même genre de concept, il a été amusant de voir la représentante du collectif "ni pute, ni soumise," se laisser corrompre par les sirènes de l'étatisme. Car il est étonnant que cette association, créée pour répondre à ce qu'a généré la reconnaissance d'une religion contraire aux Lois d'ordres publics, par un ministre de l'intérieur d'un état laïque, et dont la dirigeante sert désormais de caution, à ce même ministre devenu président, qui a organisé ce désordre et l'aviilissement des Femmes par cette reconnaissance. Surréaliste!

Ces simples faits prouvent dans quelle société de corruption générale et d'abandon moral se trouve l'état intitulé : "république française". Bien sur, utiliser le propre désordre qu'on a créé pour se justifier socialement est une vieille technique qui permet seulement l'obtention du pouvoir mais renvoi uniquement à la régression.

Cette dévaluation ne sera que catastrophe pour tous les Etats dont la comptabilité est Sincère et de Bonne Foi et sera encore pire pour chaque Citoyen européen dont le prix des importations augmentera massivement et ce, mécaniquement. Mais encore plus profond, elle justifiera la rigidité de l'étatisme au refus de toute modification!

Il est vrai l'étatisme français a prévu que le litre d'essence devrait atteindre d'ici septembre 1euro 60 et en douceur ! Sans parler de la dévaluation!

Mais cette régression institutionnalisée et cette incapacité de réformes vont très loin, l'étatisme français a prolongé la durée de ces centrales nucléaires pour obtenir une sur-valorisation de sa participation en bourse et ainsi bénéficier de fonds pour se soustraire aux réformes structurelles, le scénario tchernobyl se profile!

La même démarche est engagée dans le domaine culturel, après avoir soutenu l'exception culturelle, l'étatisme français par des relais veut tenter d'organiser des jeux olympiques culturels en Europe pour tenter de contrer la culture germano-anglo-saxonne basée sur le protestantisme et la mise en cause de celui qui détient le pouvoir. Pire sera le scénario pour les Femmes, car l'enjeu est le triomphe de la culture méditerranéenne!

La perversion et la régression sont les caractéristiques désormais de l'état intitulé : "république française"

L'affaire d'Outreau en a été Symbolique.

Pour nous, si l'état intitulé : "république française" et son appareil judiciaire avaient été simplement probes devant un tel drame il aurait été ouvert immédiatement une ligne spéciale de téléphone pour que les personnes confrontées à des faits équivalents ou ayant connaissances de faits graves puissent en référer.

La seule réponse de l'appareil judiciaire français et de son étatisme, l'enterrement, les tentatives d'étouffement!

Cette volonté d'étouffer est pour nous la preuve que la Réalité des méfaits judiciaires est beaucoup plus importante et grave que nous ne pouvons l'imaginer. Car au-delà de ces affaires pénales, dans les affaires civiles, ce n'est plus la combine, c'est la mafia totale! Le mensonge est de rigueur et l'outil principal de la "manoeuvre"!

Hors nos problèmes continuels et récurrents, ce simple déplacement conceptuel du refus de transparence et d'éviter les drames nous interdisent désormais d'abroger notre Décision n°3. Nous ne prorogerons pas non plus la suspension ce qui n'aurait aucun sens, car il est manifeste que, seule, l'épreuve de force fera plier une magistrature ivre de pouvoir.

Bien sur pour nous c'est un drame, car si le droit à Vie des magistrats fonctionnaires français nous est aussi indifférent que leur mépris affiché pour celui de l'Autre, ce drame est pour nous vis-à-vis de nos Partenaires Européens.

Ce choix de revendiquer l'exécution désormais des magistrats fonctionnaires français pour usurpation Démocratique comme seule solution pour arriver enfin à ce qu'un débat honnête et probe puisse s'installer et que le mensonge et le faux reculent dans toutes les instances françaises n'est pas forcément le plus glorieux pour nous vis-à-vis de nos Partenaires Européens. Il est notre aveu d'impuissance que Libre débat s'engage!

Mais chacun doit accepter que le magistrat fonctionnaire français appliquerait, comme il l'a appliqué, la peine de mort sans scrupule! Même si le dossier est construit sur des faux! Indifférent! Nous ne réintroduisons donc pas la peine de mort pour le faible ou le pauvre, mais pour le plus puissant! Simplement pour le triomphe de la Réalité!

De plus, nous allons reformuler cette Décision n° 3 pour qu'une d'une part l'exécution de magistrats français pour usurpation Démocratique soit légale, à l'équivalence de l'exercice de leur fonction, mais nous allons réintroduire la peine visant les auxiliaires et officiers ministériels.

Nous devons accepter qu'il n'y a plus d'autre issue. La France s'engage dans la perte totale de son Héritage

Nous sommes face à des pervers dont la jouissance est décuplée par le sentiment de toute puissance sur les Innocents, rentrant en délire par les honneurs reçus pour les actes commis!

Nous sommes face à des individus dont l'hypertrophie du moi, tentant par tous les moyens légaux et mêmes illégaux, car ce sont eux-mêmes qui les jugeront, de réduire ceux qui s'opposent au silence, quitte à leur imposer leur propre meurtre. La jouissance de toute puissance de ces pervers se décuple à l'encontre de l'Innocent! Les pulsions les plus archaïques perverses sont à jour, bafouer légalement la Réalité et la Vérité pour jouir!

Le mensonge et le faux sont les premières violences faites à autrui et ce sont les bases de la méthodologie de l'appareil judiciaire fonctionnaire français, bien sur, puisque ce sont eux qui les jugeront!

Mais pour nous ce qui devient encore plus grave c'est que nous avons eu preuve que la cour européenne des droits de l'homme, et tout au moins, des membres de ses personnels, travaillent directement avec l'étatisme français pour "arranger" des dossiers gênants, les retarder ou les rendre avec des procédures ayant aucun sens.

Et là, ça devient très sérieux, parce que personne ne pourra nous faire croire que ce genre de fait n'est pas commis avec l'assentiment des plus hautes autorités de la cour et un choix global pour l'Europe où des corps constitués, au même titre que les monarchies, vont désigner, diriger, et même défaire les politiques dans une opacité totale!

Suite à ces preuves établies, nous pourrons savoir enfin si la cour européenne des droits de l'homme se dirige vers une conception anglo-saxonne dans la recherche de la Vérité, basée sur la Réalité, où le droit est Respecté dans son Esprit et sa lettre, ou vers une conception à l'image de l'appareil judiciaire fonctionnaire français où les besoins d'un prétendu collectif quel qu'il soit, sont supérieurs et justifient toutes les "arrangements" possibles!

Tant que les Hommes ne comprendront pas le délire mental inhérent à la volonté de juger l'Autre et dont la seule légalité repose sur la prévarication acceptée, alors la Paix sera difficile à trouver.

Bien sur, ce genre de perversion dans l'impunité peut aller très loin. Est-il besoin de rappeler ce "juge" aux affaires familiales qui fréquentait une prostituée à qui il lui demandait de le punir, et plus il commettait d'horreurs dans son poste, plus il demandait d'être puni. Alors il interdisait la visite des Enfants, ce faisait punir et commettait plus! Dans son délire, il oubliait que la prostituée est payée

Alors nous sommes en l'occurrence très fières de donner à nos Concitoyens armes égales avec la magistrature fonctionnaire française. Celle-ci pour maintenir son impunité et irresponsabilité est prête à pousser à la folie nos Concitoyens, nous légalisons donc la prise de leur Vie au même titre qu'ils exercent leur fonction.

Les magistrats fonctionnaires français aimeraient tenter de faire croire en leur bonne foi mais l'Honnêteté ne se décrète pas, surtout si on n'a accepté depuis dix ans, vingt ans, de mentir de tricher et que c'est, même, la base du contrat social entre l'état français et son magistrat fonctionnaire!

On est en droit de se poser la question, qu'est ce que l'Honnêteté pour un magistrat fonctionnaire français ?

Tout ça nous rappelle tristement les collabos transformés en "résistants" quand le vent a tourné. Il y avait la guerre froide et l'étatisme s'en ait servi pour se maintenir, aujourd'hui la France ne peut plus se relever, elle va vivoter en tentant de prendre en otage continuellement ses Partenaires comme elle le tente, aujourd'hui, avec la monnaie européenne et sa propre population en jouant avec l'islamisme.

D'un côté nous avons des membres d'un appareil judiciaire fonctionnaire vivant dans l'hypertrophie du moi, dans l'ivresse du tout pouvoir dans l'impunité totale et agissant avec une violence d'autant plus délirante que leur situation est totalement trouble au regard de la Démocratie et face à eux il n'y a plus rien

Leur agi de plus en plus à jour propage la peur et la crainte et ils tiennent en échec la Libre expression, les Elections, tout ce qui fait une Démocratie.

La féminisation de la magistrature est encore plus lourde, où il est manifeste que le recrutement est basé sur un profil psychique d'individus atteints du syndrome du "kapo" se mettant au service de l'opresseur. Cette mécanique mentale générée par l'impunité, une légalité obtenue par la prévarication acceptée, ne peut que créer des désordres majeurs.

C'est pourquoi dorénavant nous encourageons les Etats Unis d'Amérique ainsi que tous les Pays du monde Libre à définir l'origine des Droits de l'Homme comme Européen. Ceux ci ont eu une résonance pour leur globalité et non une modification au gré des besoins de celui qui détient le pouvoir.

Aujourd'hui nous avons démontré que l'étatisme français et l'état imposé en France, les renie fondamentalement, il n'est plus raisonnable, pour permettre la structuration psychique des populations de notre planète de se référer à un Pays qui les renie ouvertement et encourage même par intérêt un multi-latéralisme où les droits de l'homme au-delà d'une géométrie variable pourraient être totalement abandonnées.

D'autre part, certains nous reprochaient notre totale opposition au projet iter prétendant que notre rejet de l'étatisme français nous aveuglait car pour nous la Science est le seul endroit où le spéculatif a droit de citer.

Nous sommes convaincus que la striction est au nucléaire ce que le moteur à explosion est à la chaudière. Au-delà de la sécurité, de l'absence quasi totale de déchets nucléaires, la Z Machine risque de transformer iter en un concorde de l'énergie française, à charge, bien sur, du contribuable!

Car iter est basé sur la chaudière dont la puissance en continu engendrera des problèmes de confinement et la striction par son côté alternatif de bouffées permettra d'éteindre le moteur au besoin. La théorie de la striction à laquelle la Russie s'est rejoint est pour nous porteuse véritablement d'Espoirs d'une énergie propre sans limites.

La théorie française du soleil artificiel est d'une prétention où l'homme veut devenir l'égal de ce qui a créé l'Univers, oubliant que l'unicité spirituelle est un mode de fonctionnement mental pour expliquer l'irrationnel et que l'homme n'est qu'un homme et qu'il n'a, pour Vivre, que le Rationnel!

**Hans Scholl écrivit cette citation de Goethe sur le mur de sa cellule :
"Braver toutes les forces contraires"
quelques heures après Il fut décapité à la hache avec sa Soeur et son Ami,**

pour le Comité National de la Liberté
Erreur ! Signet non défini. le coordonnateur

Rectificatif

Suite à notre publication du 9 juin 2007, nous savons bien que nos lecteurs ont rectifiés d'eux mêmes. Bien sur ce n'était pas le 5 et 6 juillet mais le 5 juin 1944 que les représentants de la population française saluaient le maréchal pétain à Vichy en tendant le bras et le 6 juin, cette même population, criait "vive le débarquement".

Nouvelles de Marie,

Comme chacun le sait, l'étatisme français et son appareil judiciaire fonctionnaire sont entrés de nouveau en marche pour tenter de la détruire. Suicidaire dorénavant, nous essayons de la soutenir tant que nous pouvons et nous pensons que son évacuation vers l'étranger va devenir un impératif. Ce départ sera signifiant de la Réalité française et de la perte de l'Héritage de la France

Elle ne croyait pas atteindre son Anniversaire et nous sommes satisfaits qu'elle l'ait dépassé.

L'imposture de l'étatisme français et de sa prétention de dépositaire des Droits de l'Homme est totale.

La presse française qui s'est fait complice par le silence depuis tant d'années des acharnements de l'étatisme français à son encontre se tait confortablement espérant pouvoir sauver sa "dignité" par l'étouffement commis. Nous avons donc installé un site en Suisse sous le nom leprojetphilo et le silence de la presse française n'a plus d'explication.

Ce site sera traduit en multi-langues car notre engagement est de protéger les populations du monde contre l'imposture française. Il est dommage pour notre Pays qu'on en soit arrivé à cette extrême.

Décision de prorogation de la suspension de la Décision n°3

Décision n°37

Au nom des Peuples composant la Nation française,
au nom du Comité National de la Liberté,
nous, coordonnateur, publions la Décision ci-après :

Article premier:

Il est prorogé la suspension de l'application de la
Décision n°3 en date du 30 mars 1998 du Comité
National de la Liberté modifiée par la Décision n°
35 en date du 16 mai 2007, et ce, jusqu'au 4 juillet
2007 à minuit. Passé ce délai, et sans prorogation,
celle-ci entrera en application sans nouvelle
publication

article 2 :

La présente Décision sera promulguée au Journal
Officiel Français de la Liberté

fait à Paris le 9 juin 2007

